****ARRETE n° ……………………………………………………

*Modèle AR 11 (mis à jour le 2 AOUT 2016)*

**Logo Collectivité**

**PORTANT RECRUTEMENT D’UN FONCTIONNAIRE DE L’ETAT RECRUTE PAR VOIE DE DETACHEMENT AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

M/Mme ……………………………………………….......

*Les éléments en italique bleu ne doivent être conservés que si la collectivité ou l’agent sont concernés.*

Grade ……………………………………………………

**Le Maire *(ou le Président)*** de **……………………………………………….,**

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986, modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration,

VU le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003, modifié, relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales,

VU les décrets n° …… et n° ……, modifiés, portant respectivement statut particulier et échelonnement indiciaire du ……… *(corps ou cadre d’emplois d’origine)*,

VU les décrets n° …… et n° ……., modifié, portant respectivement statut particulier et échelonnement indiciaire du ……… *(cadre d’emplois d’accueil)*,

VU la délibération en date du …… créant un emploi de …… à temps complet *(ou à temps non complet à raison de ...... heures hebdomadaires)*, *(ou VU le tableau des effectifs budgétaires)*,

VU la déclaration de vacance d’emploi effectuée auprès du Centre de Gestion en date du……….sous le n°….,

Considérant que les corps ou cadres d’emplois d’origine et d’accueil relèvent de la même catégorie statutaire *(A, B ou C)* et qu’ils sont de niveau comparable au regard des conditions de recrutement ou du niveau des missions prévues par leurs statuts particuliers respectifs,

VU la demande écrite de M *(Mme)* ……… en date du ……,

Considérant que le détachement prend effet le …… *(au plus tard 3 mois après la réception de la demande de l’agent par la collectivité d’origine)*,

VU l’arrêté en date du ……, à effet du …… fixant la dernière situation de M *(Mme)* ……… au grade de …… et le classant au …… échelon, Indice Brut ……, Indice Majoré …… avec une ancienneté de ……,

VU l’avis de la Commission Administrative Paritaire,

**ARRETE**

# ARTICLE 1 :

A compter du ……, M *(Mme)* ……… né*(e)* ……… *(nom de famille)* le ……, est nommé*(e)* par voie de détachement dans le cadre d’emplois de ......, au grade de ......, à temps complet *(ou à temps non complet à raison de ...... heures hebdomadaires)*, pour une période de …… *(5 ans maximum)*,

# ARTICLE 2 :

A la date précitée, M *(Mme)* ……… est classé(*e*) au …… échelon, Indice Brut …, Indice Majoré …, *(avec le cas échant, une ancienneté de ……)*,

# ARTICLE 3 :

M *(Mme)* ……… conserve pendant la durée de son détachement son droit à l’avancement dans son administration d’origine,

# ARTICLE 4 :

M *(Mme)* ……… conserve pendant la durée de son détachement son droit à la retraite dans son administration d’origine. Les cotisations de retraite seront calculées et versées en fonction du régime dont il relève.

# ARTICLE 5 :

Il peut être mis fin au détachement avant le terme fixé par l’arrêté le prononçant à la demande soit de l’intéressé*(e)*, soit de la collectivité d’accueil, soit de l’administration d’origine,

# ARTICLE 6 :

Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au Représentant de l’Etat et notifié à l’intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

* Président du Centre de Gestion de Haute-Savoie,
* Comptable de la Collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire *(le Président)*,

*(prénom, nom et signature)*

ou

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité et signature)*

Le Maire *(ou le Président)*,

• certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

• informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :